Les secrets des successions exonérées : les nouvelles réformes 2025

L'héritage en France est souvent perçu comme un parcours fiscal semé d'embûches, où les droits de succession peuvent absorber jusqu'à 60 % du patrimoine transmis, selon le lien de parenté. Pourtant, près de 40 % des successions échappent totalement à l'impôt grâce à des mécanismes juridiques méconnus.

Pour la résolution de vos problèmes relatifs de succession, nos avocats sont disposés à vous aider.
Téléphonez-nous au : 01 43 37 75 63 ou remplissez le formulaire en cliquant sur le lien

La réforme fiscale de 2025 a introduit des changements majeurs, combinant incitations sociales (soutien aux proches

vulnérables) et objectifs écologiques (rénovation énergétique), tout en durcissant les contrôles sur les donations.

Face à l’explosion des coûts funéraires (+20 % en 5 ans) et aux inégalités intergénérationnelles, ces nouvelles règles offrent des opportunités d’optimisation sous conditions strictes.

Cet article révèle les stratégies légales pour transmettre son patrimoine sans fiscalité, en s’appuyant sur les dernières exonérations et les pièges à éviter.

I. Exonérations liées au statut du bénéficiaire : protection des proches

A. Conjoint et partenaire de PACS : une immunité totale

- Exonération inconditionnelle :

Le conjoint survivant ou le partenaire de PACS est intégralement exonéré de droits de succession, quel que soit le montant transmis.

Cette règle, issue de la loi du 22 août 2007, vise à protéger le foyer familial. En revanche, les concubins en sont exclus, même après des décennies de vie commune . (1)

- Conditions impératives :

– Le PACS doit être en cours au jour du décès (une rupture antérieure annule l’exonération).

– Pour les partenaires de PACS, un testament est obligatoire

pour attribuer la succession, contrairement aux époux . (2)

B. Frères et sœurs cohabitants : un régime sous conditions

Les frères et sœurs peuvent bénéficier d’une exonération totale s’ils remplissent un triple critère :

1. Avoir vécu avec le défunt sans interruption pendant les 5 années précédant le décès.
2. Être célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps.
3. Avoir plus de 50 ans ou être atteint d’une infirmité empêchant toute activité professionnelle . (3)

- **Piège à éviter :**

Les neveux ou nièces sont exclus, même en cas de décès du parent. Un contrôle fiscal systématique des justificatifs de domicile est effectué .

C. Personnes handicapées : un abattement renforcé

Les héritiers reconnus handicapés bénéficient d’un abattement supplémentaire de 159 325 €, cumulable avec l’abattement classique (ex. : 100 000 € pour un enfant).

Cet avantage couvre :

- Les infirmités physiques ou mentales empêchant l’exercice d’une profession.
- Les handicaps rendant impossible toute activité rémunératrice ordinaire.

Exemple : Un ami légataire handicapé recevant 200 000 € ne paie aucun droit après application de l’abattement . (4)

II. Exonérations liées aux actifs et dispositifs spécifiques : optimiser la transmission

A. Successions modestes et abattements personnels

- Dispense de déclaration :

– Enfants/parents : si l’actif brut successoral est < 50 000 € et provient uniquement de dons déclarés.

– Autres héritiers : si l’actif brut est < 3 000 € .

- Abattements annulant l’impôt :

– Un enfant héritant de 80 000 € (abattement de 100 000 €) paie 0 € de droits.

– Un neveu recevant 6 000 € (abattement de 7 967 €) est totalement exonéré .

B. Assurance-vie et dons manuels : des outils stratégiques

1. **Assurance-vie :**

– Versements avant 70 ans : exonération jusqu’à 152 500 € par bénéficiaire.

– Versements après 70 ans : abattement global de 30 500 €, puis taxation réduite . (5)

2. **Dons manuels d’argent :**

– Exonération à hauteur de 31 865 € si le donateur a < 80 ans,

le bénéficiaire est majeur, et le don est déclaré au fisc.

– Risque : Les dons non déclarés sont requalifiés en donations taxables . (6)

C. Biens spécifiques et legs exonérés

- Monuments historiques :

Exonération totale sous engagement de conservation (ex. : château classé) .

- Legs à l’État ou associations :

– Exonération à 100 % pour les legs aux associations d’utilité publique (œuvres caritatives, protection de l’environnement).

- Conditions :

Le testament doit préciser clairement le bénéficiaire et l’association doit être agréée .

D. Innovations 2025 : exonérations temporaires pour projets immobiliers

La loi de finances 2025 introduit deux dispositifs clés :

- Dons familiaux exonérés :

– Plafond : 100 000 € par donateur (300 000 € max par bénéficiaire).

– Usage : Acquisition de résidence principale ou travaux de rénovation énergétique éligibles à MaPrimeRénov’.

– Contraintes : Utilisation sous 6 mois et conservation du bien 5 ans sous peine de pénalités . (7)

– Exemple concret : Des grands-parents donnent 100 000 € à leur petit-enfant pour installer des panneaux solaires. Si les travaux ne débutent pas dans les 6 mois, le don est taxé à 60

% + 10 % de pénalités .

III. Pièges fréquents et stratégies d’anticipation

A. Conditions strictes et contrôles renforcés

- Preuves exigées :

– Pour les frères/sœurs : attestations de domicile (quittances, témoignages).

– Pour les dons familiaux 2025 : devis des travaux ou acte d’achat du logement .

– Nouveauté 2025 : Les notaires doivent déclarer les donations sous 72 heures via la plateforme Donation@DGFiP, sous peine d’amende de 1 500 € par omission .

Comparaison des outils de transmission

Dispositif	Avantage fiscal	Contrainte majeure
Assurance-vie	Exonération jusqu’à 152 500 €	Taxation après 70 ans
Don manuel	31 865 € exonérés	Déclaration obligatoire
Don familial 2025	100 000 € exonérés	Travaux sous 6 mois
Légataire handicapé	+159 325 € d’abattement	Certificat médical requis

- Agir en amont pour une transmission optimale

Les exonérations de droits de succession reposent sur une combinaison de statuts personnels (handicap, lien familial),

de choix stratégiques (assurance-vie, dons déclarés) et de dispositifs temporaires (dons familiaux 2025-2027).

Face au durcissement des contrôles fiscaux, un conseil notarial est indispensable pour :

– Documenter chaque démarche (dons, preuves de cohabitation).

– Profiter des fenêtres légales (ex. : exonération écologique jusqu’en 2027).

– Éviter les contentieux, notamment sur les donations non déclarées ou les délais dépassés.

Exemple de stratégie gagnante : Un couple transmet 200 000 € à leur enfant via un don familial 2025 pour une rénovation énergétique (exonéré), tout en souscrivant une assurance-vie complémentaire (exonérée jusqu’à 152 500 €). Résultat : 352 500 € transmis sans aucun droit.

Réforme 2025 en bref :

– Frais funéraires : Plafond de déduction relevé à 5 910 € (insuffisant face au coût moyen de 6 200 €).

– ASPA : Seuil de récupération porté à 107 616 € pour protéger les petits héritiers.

– Donations : Traçabilité renforcée et pénalités en cas de non-respect des délais .

Sources :

1. Qui est exonéré des droits de succession ?
2. Règles en matière d’héritage : défunt ayant eu des enfants | Service-Public.fr
3. Quels sont les droits à payer sur une succession selon le lien avec le défunt ? | Service-Public.fr
4. Droits de succession : que devez-vous payer sur votre

part ? | Ministère de l’Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
5. Droits de succession 2025 : quelles sont les facilités de paiement pour les héritiers ?
6. Fiscalité -De nouvelles exonérations pour les dons d’argent entre membres d’une famille | Service-Public.fr
7. Nouveautés fiscales 2025 impacts sur donations successions